

François Dubet

François Dubet est professeur de sociologie à l'université de Bordeaux et directeur d'études à l'EHESS (école des hautes études en sciences sociales). Il a écrit de nombreux ouvrages sur les mouvements sociaux, les problèmes urbains, la marginalité juvénile, la délinquance, l'école, la socialisation, le travail et la théorie sociologique. Ses travaux portent actuellement sur les théories et les sentiments de justice.



Dans votre ouvrage *L'expérience sociologique*¹, vous affirmez que la question sociale est moins aujourd'hui la question ouvrière que la question urbaine. Pouvez-vous nous expliquer cette mutation ?

Quand j'étais étudiant et que je commençais à faire de la sociologie, on était dans un monde social qui se représentait de manière extrêmement caractéristique. Cette représentation était très fortement structurée par le parti communiste, les syndicats ouvriers, l'idée de croissance, la lutte supposée du capitalisme et du socialisme. On vivait dans ces catégories-là et la plupart des problèmes sociaux étaient indexés sur ce modèle. Par exemple, contrairement à ce qu'on peut imaginer, il y avait beaucoup d'immigrés en France mais, d'une

certaine façon, on ne les voyait pas parce que les immigrés étaient d'abord des ouvriers exploités ; les femmes – bien sûr, il y avait de grandes voix, comme celle de Simone de Beauvoir – mais aussi une sorte de réflexe qui faisait dire que la domination des femmes n'était qu'un des aspects de la domination du capitalisme. D'ailleurs, le parti communiste n'était pas très chaud concernant les luttes féministes car elles allaient détourner les travailleuses de l'objectif principal. Les grands programmes sociaux, comme la construction des HLM, devaient loger la classe ouvrière ; les politiques culturelles, avec la grande figure mythologique de Jean Vilar, avaient pour objectif d'apporter la culture aux travailleurs. Les mouvements d'animation populaire, les MJC

(maisons des jeunes et de la culture) de même. Je ne dis pas que le monde était organisé autour de ça, mais la représentation du monde que l'on avait était ainsi structurée. Les acquis sociaux, les progrès, les grèves, etc. Au fond, par une ruse de l'histoire qui est assez extraordinaire, quand la gauche arrive au pouvoir, quand le projet semble aboutir, cette vision, avec une rapidité absolument fulgurante, en dix ans, s'écroule. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'ouvriers, qu'il n'y a pas de syndicats, qu'il n'y a pas d'exploitation, je ne dis pas cela du tout mais cette manière de lire le monde explose. Si je prends la succession de mes propres livres, – cela certes n'a qu'un intérêt anecdotique – cepen-

1 | Dubet (François), *L'expérience sociologique*, Paris, La Découverte, 2007.

dant, en 1980-1981, je suis en Pologne pour étudier la plus grande grève de l'histoire probablement, Solidarité, en 1984, avec Alain Touraine et Michel Wieviorka, nous sortons un livre sur le mouvement ouvrier, et en 1987 j'en écris un sur les banlieues, sur *La galère*², signifiant ce qu'est maintenant la question sociale. Cela a d'ailleurs créé des résistances : « Non, des ghettos ? Il ne faut pas exagérer ! Les immigrés vont devenir français rapidement, c'est un simple petit problème de croissance économique ». Le vieux modèle survivait d'une certaine façon, mais il n'était déjà plus là. Puis viennent la chute du mur et l'effondrement du parti communiste. Ensuite, en 1995, les grèves sont certes très importantes mais portées par la fonction publique. Ce n'est plus Renault Billancourt qui mène la lutte mais les cheminots ; les cheminots sont une forme très particulière de la classe ouvrière puisqu'elle n'est exploitée par personne, en tout cas pas par une bourgeoisie sanguinaire. Donc, quand je dis « question urbaine », je veux dire que c'est sur la ville, en termes urbains, que vont désormais être interprétés les problèmes sociaux. Cela ne signifie pas que ce sont des problèmes urbains mais que l'on change de grille de lecture. Aujourd'hui, n'importe qui à la question « problèmes sociaux ? » répondra : « banlieue, ou encore immigration, établissements scolaires en déshérence ». On est revenu, et c'est assez étrange, au XIX^e siècle, un siècle où la question urbaine précède la question sociale. Avec des histoires d'émeutes populaires, de vil-

les, c'est Dickens ou *Les Misérables*, *Les mystères de Paris* d'Eugène Sue. La question ouvrière est postérieure. D'abord Eugène Sue, ensuite Zola. On revient au XIX^e avec ses classes dangereuses, ses quartiers ghettoïsés, ses chômeurs, la délinquance.

On peut également dire qu'il n'y a plus de grille de lecture marxiste...

La grille de lecture marxiste a vécu et il serait passionnant de se demander pourquoi. Elle s'est effondrée partout, ceci parce qu'on sortait de la société industrielle. Même si la classe ouvrière existe toujours, les usines qui mobilisent 30 000 ouvriers en bleu de travail qui vivent dans des cités à côté de l'usine sont rares. La nature de l'immigration change. On a longtemps pensé que l'immigré était quelqu'un qui venait d'un peu loin et qui, au bout de quelques années passées à l'usine avec ses enfants à l'école, allait devenir un Français d'origine. C'est vrai que cela s'est un peu passé ainsi. Aujourd'hui, personne n'imaginerait que les immigrés ne vont pas garder longtemps, et avec raison d'ailleurs, des identités culturelles, des croyances, des principes, et que même s'ils sont des citoyens français de plein droit, il n'est pas évident qu'ils se noieront dans un *melting-pot* national. Actuellement, je travaille sur le sentiment de discrimination et je constate que tous les gens sont fascinés par l'Amérique. Les Américains ont réussi à créer une bourgeoisie noire, ils ont des mesures antidiscriminatoires et,

au fond, les vieilles inégalités sociales sont passées au deuxième plan, derrière cette nouvelle figure des problèmes sociaux des inégalités. Alors, c'est très compliqué évidemment de savoir ce qui change. Est-ce le regard que l'on porte sur les choses ? C'est probablement très vrai. Est-ce que ce sont les choses elles-mêmes ? Ce n'est probablement pas faux. Il n'y a pas de réponse. Les faits sociaux sont produits par les regards et les regards ne fonctionnent pas s'ils ne rendent pas compte. On ne peut pas produire des grilles de lecture complètement délirantes. Ce que je raconte d'une certaine manière c'est la sortie de la société industrielle. Et contrairement à ce qu'on pouvait imaginer, on n'entre pas dans la société postindustrielle de manière héroïque et triomphante, mais avec des problèmes sociaux, de la misère, de l'immigration. Ce que je n'avais pas du tout pensé c'est à quel point la question nationale deviendrait une question essentielle. Tous les gens de ma génération pensaient que c'en était fini. On voit bien aujourd'hui que la campagne présidentielle a été centrée sur l'immigration, la nation, les frontières. Personnellement, je le regrette beaucoup, mais je ne peux pas faire comme si cela n'existait pas. ▶

² | Dubet (Français), *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

► **Vous dites que pour la sociologie, le regard s'est déplacé vers les acteurs et qu'il est moins centré sur le système. Est-ce ainsi que l'on travaille aujourd'hui en sociologie ?**

Si vous regardez les choses d'un peu loin, c'est-à-dire sur un siècle, on a vécu entre 1880 et 1980 sur l'idée que les sociétés étaient des systèmes objectifs, des organismes, des horloges. Le rôle de la sociologie était de comprendre le fonctionnement de ces horloges dans lesquelles chacun d'entre nous était une sorte de petit rouage dont on pouvait expliquer la conduite comme un élément du grand système social. La grande sociologie américaine était fonctionnaliste et la sociologie européenne était à la fois fonctionnaliste et marxiste. En fait, il n'y avait pas vraiment de différence entre le fonctionnalisme et le marxisme : la société était un système, les acteurs étaient des personnages de théâtre jouant avec plus ou moins de talent un rôle déjà écrit par la société. Le bourgeois jouait le rôle du bourgeois, l'ouvrier le rôle de l'ouvrier, l'élève le rôle de l'élève, la femme le rôle de la femme. Il y avait des institutions qui avaient l'air de bien marcher ; l'Église avait beaucoup reculé mais il y avait encore des cadres, l'école, les modèles politiques. Au fond, dans les années 1960, entre le général de Gaulle et le parti communiste, vous aviez le sentiment que le monde social était – comment dirais-je – tenu. Si vous regardez la manière de se représenter la société aujourd'hui, 30 ans après, et si vous regardez l'expression théorique qu'est

la sociologie, plus personne n'oserait en dire autant. Tout le monde vous dirait que les acteurs sont dans un monde complètement incertain, leur identité est une production d'eux-mêmes, les catégories que l'on croyait éternelles ne le sont pas.

N'y a-t-il plus de déterminismes sociaux, d'*habitus* ?

Il y a toujours de l'*habitus* et des déterminismes sociaux, mais ils ne fonctionnent plus comme un programme que vous avez acquis et que vous continuez à maintenir parce que le monde est stable. Mes enfants ont acquis un *habitus* sans doute quand elles étaient petites, il n'empêche que, 30 ans après, le monde est tellement différent de celui dans lequel elles ont été fabriquées qu'elles ont dû transformer leur *habitus* 14 fois, tout simplement pour agir, pour exister. La théorie de l'*habitus* est une théorie de la stabilité, de la reproduction du temps.

Est-ce à dire qu'il y a une accélération du temps ?

Il y a une accélération – ce que je dis est une banalité –, une accélération absolument incroyable du changement, d'où l'impression de vivre dans un monde incertain, dangereux, un monde improbable. Si je prends le cas de la France, les sociologues, les hommes politiques, les intellectuels français vous disent qu'on est en crise depuis 1974, ce qui est grotesque. Une crise

qui dure 35 ans... soit vous êtes mort, soit ce n'est pas une crise ! Entre 1974 et 2005, le niveau de vie par tête des Français a doublé. Certes, on s'enrichit moins que pendant la période précédente, mais ce n'est pas la misère généralisée. La rhétorique et la manière de vivre le monde sont celles de l'instabilité. Les femmes avaient des rôles, ils ne collent plus à ce qu'elles font vraiment ; l'institution scolaire est très loin d'être une institution, c'est plutôt un marché des qualifications ; la mobilité sociale, contrairement à ce qu'on dit, est extrêmement forte, si on la définit comme le fait de ne pas occuper la même position sociale que ses parents, c'est la majorité des cas de très loin aujourd'hui. Les uns montent, les autres descendent, ça bouge. Les premiers livres que j'ai écrits, je les ai écrits avec un stylo, je les ai tapés à la machine à écrire quatre fois. Cela paraît archaïque. Quand je dis cela à mes étudiants, j'ai l'impression de dater de Gutenberg. Le changement est devenu la règle. Il crée ce sentiment de société du risque, de panique généralisée. Les acteurs sociaux sont toujours socialement déterminés bien sûr, sauf qu'il n'y a plus un système, mais plusieurs. Nous sommes déterminés par plusieurs logiques, plusieurs rationalités. On est moins défini par son rôle que par son expérience, par la façon dont on construit soi-même son rapport à soi, son rapport aux autres. Ce qui est vécu à la fois comme très excitant car c'est le triomphe de la liberté, mais aussi très angoissant, paniquant parce qu'on perd le confort de la stabi-

lité. Pour prendre un exemple simple, aujourd'hui, les structures familiales sont extrêmement instables, de plus en plus compliquées tout simplement parce que les individus qui fondent des familles sont de plus en plus égaux, de plus en plus libres et considèrent qu'ils n'entrent pas dans un système éternel. Ceci provoque à la fois liberté et en même temps pauvreté, misère, souffrance, désespoir. Mais après tout, le vieux système où l'on n'était pas libre provoquait de la névrose, du sentiment d'oppression. Si le monde est plus instable, il ne faut pas renoncer à l'expliquer objectivement. Cependant, on ne peut plus dire que nous sommes dans « la grande horloge ». Il y en a plusieurs et nous sommes entre des horloges qui n'ont ni les mêmes temps ni les mêmes mécanismes. Et si l'on a la chance de naître dans un bon endroit, cela rend la vie sociale intéressante, sinon la vie sociale est assez pénible ce qui n'est pas nouveau.

La notion de désintégration sociale est-elle opérante ?

Je ne crois plus vraiment cette notion efficace parce qu'on vit dans un monde non intégré et en même temps plongé politiquement et intellectuellement dans l'imaginaire du monde perdu. Le XIX^e siècle, qui s'est industrialisé et urbanisé, a vécu dans le romantisme qui était pour une grande part la nostalgie du monde perdu. On s'est mis à adorer le Moyen Âge, à adorer la nature, la vie villageoise à la Jean-Jacques Rousseau,

à avoir la nostalgie d'un monde perdu, éternel et stable, évidemment on l'a enchanté alors que si on avait pu interviewer les paysans de ce monde éternel et stable il aurait été moins enchanté que supposé. Le monde industriel des années 1960, celui de la croissance économique assortie d'une forte classe ouvrière, d'un État relativement autoritaire avec des frontières bien définies, non poreuses, dans lequel la France reste une grande puissance, débarrassée de ses problèmes coloniaux, ce monde aujourd'hui chez un grand nombre de Français et d'intellectuels – et ceci me trouble un petit peu plus – devient une sorte d'âge d'or. Je me sens donc souvent en porte-à-faux avec beaucoup de gens de gauche, progressistes, ma famille naturelle si vous voulez, qui sont souvent très conservateurs, très nostalgiques et ne rêvent que de revenir dans ce paradis perdu où les maîtres d'école ont des blouses grises, où les médecins sont respectés, où les ouvriers vont à l'usine avec fierté. Il ne s'agit pas de l'espèce de gâtisme des vieilles personnes, c'est beaucoup plus que cela. Des recherches que j'ai effectuées montrent que les jeunes ont la même nostalgie que les vieux. Mais ce monde n'est pas désintégré, on vit dans un monde qui n'est plus intégré, où l'économie est devenue mondiale, où la mondialisation des cultures est presque aussi spectaculaire. Le sentiment de perte est encore plus fort en France. Le pessimisme des Français atteint-il un niveau plus grave, plus profond parce qu'ils ont été plus persuadés que les autres que la France était une

société intégrée ? Je suis toujours agacé et amusé à la fois quand on parle de la République comme les évêques parlent de l'Église : la République... Ce rêve d'un État qui intègre sa société autour d'une culture nationale. Il y a une certaine répulsion intellectuelle à accepter ce changement et au lieu de se dire : « le monde a changé, qu'est-ce qu'on peut faire ? », comme les pères fondateurs de la sociologie se le demandaient, on dénonce le changement et on rêve de retrouver le passé. Ainsi, concernant les problèmes scolaires, le conservatisme est largement majoritaire : il faut revenir aux bonnes vieilles méthodes... même si plus personne ne sait ce qu'elles étaient et quels étaient leurs effets.

Vous écrivez : « Je ne crois pas que nous entrons dans un monde post-moderne dépourvu de principes organisateurs ». Quels sont ces principes organisateurs ?

Ceci est fondamental. En disant cela, je me chipote un peu avec les postmodernes authentiques, ceux qui vous disent au fond qu'il n'y a plus de principes, que c'est chacun pour soi, que tout se vaut, qu'il n'y a plus de hiérarchie, ce que je prends pour une attitude esthétique snob. Il s'agit d'une pose quand on vit soi-même dans un monde qui n'est pas menacé. C'est une vision extrêmement libérale qui se réjouit de la mondialisation et d'un monde enfin d'individus où chacun mène sa vie. En réalité, nous ne vivons plus dans des sociétés organiques, c'est-à-dire des systèmes, mais ▶

dans des mondes qui exercent de fortes contraintes sur les uns et les autres. Par exemple, je crois que nous vivons dans un univers qui a des règles économiques, que l'on apprécie ou pas, mais l'on ne fait pas ce que l'on veut, où l'on veut, etc. Il y a des principes organisateurs. Nous vivons dans des univers d'organisations qui contrôlent très fortement nos identités, nos formes de vie : les systèmes de santé, de protection sociale, d'éducation. L'école aujourd'hui a le quasi-monopole de la définition numérique des individus, ce n'est pas rien. On a confié à une institution la capacité de répartir les individus dans la structure sociale en fonction de leur mérite. Je reste persuadé que la politique est un principe organisateur essentiel. Je pense même que moins nous sommes dans des sociétés organiques, plus la politique devient décisive car c'est là que nous pouvons combiner, arranger, ouvrir des droits, faire de la redistribution sociale. Tous ces principes, ces mécanismes organisateurs sont quand même très efficaces.

Y a-t-il un principe organisateur dominant ?

Je ne pense pas qu'il y ait un principe dominant. Je ne pense pas que l'économie commande tout, que la culture commande tout. Dans la société industrielle nationale – c'est comme cela qu'il faudrait l'appeler –, parce qu'elle était industrielle et nationale, nous étions dans un système où on pensait que l'économie était maîtrisée par une bour-

geoisie nationale, qu'elle se déployait dans une nation pourvue d'une culture homogène légitime nationale – la France était très typique de cela – et sur lequel un État exerçait une souveraineté nationale. Je suis vieux, mais quand même, j'ai été élevé dans cette vision du monde. Aujourd'hui, ces logiques sont complètement séparées : d'un côté vous avez des problèmes d'identité, de l'autre des problèmes économiques, de l'autre des problèmes institutionnels. Tout ce que l'on croyait complètement emboîté est en réalité déboîté en permanence, ce qui explique que le sentiment de crise ne s'arrête pas puisque jamais nous ne retrouverons l'ordre perdu. On constate, en faisant l'effort considérable de ne pas d'emblée les stigmatiser, que les partis populistes, les sensibilités populistes, tournent dans tous les pays d'Europe autour de 20 %, y compris dans des pays qui en seraient logiquement totalement préservés, comme les pays scandinaves. Que vous disent ces partis ? : « On veut retrouver une société ». Il n'y a pas là que de la xénophobie et du racisme. « On veut retrouver une société qui a ses frontières, son économie, sa souveraineté nationale. Redonner moi le monde perdu... Je veux bien des immigrants – disent-ils –, à condition qu'ils veuillent rentrer dans le modèle national ». Cela se joue à droite sur le thème de la communauté et à gauche sur le thème État/économie. Il s'agit d'un appel à un monde intégré. Je ne crois pas, comme beaucoup de postmodernes, que le monde se résume désormais à l'économie, je crois qu'il faut vivre en

société, qu'il faut des institutions, des mécanismes d'autorité, de la protection sociale, tous ces petits détails qui aident bien...

Nous avons, dites-vous, basculé dans le modèle américain, un modèle où la gentrification des centres urbains et la ségrégation urbaine sont, semble-t-il, des tendances de fond. Ceci se vérifie-t-il à Bordeaux ?

Ce que j'appelle le modèle américain est un modèle où le clivage principal n'est pas celui des classes sociales, mais celui des *insiders* et des *outsiders*, entre des gens qui sont installés et ceux qui veulent trouver une place. Les États-Unis sont une société d'immigration qui s'est pensée d'emblée comme telle, ce qui est très différent en France qui dit : « Vous entrez, vous êtes un ouvrier, vous n'êtes pas un immigré ». On passe de la structuration en classes à celle d'*insiders* / *outsiders* ou, selon le langage dominant de la *french théorie* revisitée par les États-Unis dans les diverses *studies*, à celle de majoritaires / minoritaires ; les premiers imposant leurs normes aux autres. L'imaginaire se structure et se projette dans l'espace ainsi. On revient à la question sur la ville où les inégalités urbaines deviennent des inégalités économique-raciales. J'utilise le mot racial pour parler comme tout le monde, je ne veux pas dire que les races existent objectivement, mais les inégalités sont vues comme des races. Le phénomène est renforcé car le taux de

chômage extrêmement élevé s'accompagne d'un blocage de la mobilité. Ça bouge beaucoup certes, mais il y a un blocage de la mobilité structurelle, celle qu'on a connue dans les années 1960 où ceux qui étaient en bas montaient et les immigrés les remplaçaient et à leur tour ils montaient, mais cela suppose cinq points de croissance... En dépit de nos dénégations nous avons, *de facto*, basculé dans le modèle américain. On ne peut que reconnaître la supériorité des Américains et surtout des Canadiens, si je puis me permettre, qui sont des sortes d'Américains sociaux-démocrates. Leur société est ainsi structurée, ils la voient comme telle et la traitent comme telle. C'est aussi la force du bouquin de Jacques Donzelot : les quartiers sont ethniques, traitons les ainsi. Tandis qu'en France, on fabrique des quartiers ethniques mais avec des flots de rhétoriques étonnantes sur « les pauvres », qui sont, de fait, presque tous de la même origine. Comme l'a bien montré Edmond Préteceille, le niveau de ségrégation urbaine dépend de la taille de la lunette qu'on utilise. Si l'on prend des unités de comparaison assez fines, ce qu'il a fait pour Paris, on constate qu'il y a de la mixité sociale. Si on prend des ensembles plus gros, les inégalités sont fortes mais sont en revanche aussi raciales et culturelles, les marqueurs de différences ont aussi changé de nature. Dans la bonne ville de Bordeaux, La Bastide était un quartier ouvrier, Bègles se boboïse un peu mais l'était aussi, de même que Bacalan. Aujourd'hui, on a de moins en moins d'ouvriers mais des

gens définis culturellement. Que faut-il faire ? Faut-il jouer la carte d'une mixité dont personne ne veut ? Je suis en principe pour, mais je constate que les gens les plus favorables à la mixité font tout pour y échapper de manière la plus radicale. Il y a quelque chose d'incantatoire dans la mixité. Ou bien faut-il jouer la carte de la mobilité ? Ce qui est épouvantable, ce n'est pas de vivre avec des gens comme soi, c'est d'être prisonnier. Je me souviens d'une enquête comparant les Hauts de Garonne et Cenon – à l'époque beaucoup plus « *hard* » que maintenant – à Saint-Michel. L'homogénéité ethnique, le taux de pauvreté, de chômage, de logements insalubres étaient à Saint-Michel plus élevés qu'à Cenon et pourtant le taux de satisfaction était aussi plus fort car il suffit de faire 200 mètres pour sortir de Saint-Michel où en même temps on trouve de vraies communautés. Les habitants de Cenon eux regrettaient de ne pas avoir le bonheur de la communauté et d'être prisonniers.

Les politiques publiques sont-elles une réussite dans les Hauts de Garonne ?

Je ne suis pas un expert des politiques publiques, mais sans politiques publiques la situation serait absolument désastreuse. La qualité de vie dans les quartiers que je connais a été considérablement améliorée par les politiques publiques. Plus personne ne peut prétendre que les quartiers de la politique de la ville sont abandonnés, sous-équipés. En revanche, la capacité de « les mixer » n'a pas marché.

Faut-il redouter à Bordeaux, dans l'avenir, des émeutes urbaines alors que cette ville a fait exception en 2005 ?

J'ai étudié la première émeute aux Minguettes et ma certitude est qu'il s'agit d'un cycle long qui ne s'est pas depuis lors interrompu. L'exception bordelaise s'explique par des phénomènes de concentration plus faibles qu'ailleurs même si des cités du bas-Floirac ou les Aubiers demeurent des chaudières potentielles et parce que Bordeaux... c'est « la Suisse »... Des sociologues marseillais soulignent en effet le ton apaisé qui y règne. Depuis la révocation de l'Édit de Nantes où les protestants n'ont pas été chassés, jusqu'à la descente des Girondins en deuxième division, qui n'a pas donné lieu à des phénomènes d'hystérie. Par ailleurs, là où il pourrait y avoir des problèmes, des efforts politiques, associatifs ont été réalisés. Bordeaux ressemble un peu à son stéréotype : une ville extrêmement vaste, des cités à problèmes disséminées, pas de phénomène de concentration.

Comment réagissez-vous à la gentrification potentielle du quartier Saint-Michel ?

Quand je suis arrivé à Bordeaux, j'ai connu Saint-Pierre dans un état de misère noire et Saint-Michel par contraste était riant. Est-ce une catastrophe d'avoir boboïsé Saint-Pierre ? Il est inévitable qu'une partie de Saint-Michel se gentrifie en raison du prix exorbitant de la réhabilitation. La taille ▶

► du quartier pourrait permettre de trouver des solutions de juste mesure et il serait souhaitable de conserver de la mixité. Il y a cependant des quartiers encore plus délabrés, comme celui de la rue Lafontaine et du bas du cours de l'Yser qui n'ont ni l'exotisme de Saint-Michel, ni sa beauté architecturale.

Comment s'annonce la métropolisation bordelaise ? Quelles politiques vous paraissent les plus urgentes à mener ?

Bordeaux sera une ville millionnaire, il suffit de voir son évolution démographique. Le Grand Bordeaux concentre déjà la moitié de l'Aquitaine et nous allons vers Bordeaux et le désert aquitain. L'attractivité est indéniable, des Parisiens achètent dans l'Entre-deux-Mers et avec le TGV à deux heures... Bordeaux a des atouts formidables, le charme du midi et celui des villes anglaises. La métropolisation s'impose comme un choix politique nécessaire et la politique de transports me paraît prioritaire. À Paris, la capacité d'attraction se mesure à la dernière station de métro. Lille est plus près de Paris que Marne-La-Vallée. Soit Bordeaux sera une ville couverte d'autoroutes comme Los Angeles, soit il faudra la remplir d'immeubles de trois étages, ce qui écologiquement paraît plus raisonnable. Une densification serait plus sage.

Si la politique a autant d'importance, y a-t-il aujourd'hui nécessité d'engagement pour l'intellectuel ? Si oui, comment ?

Aucun chercheur sérieux ne vous dirait qu'il n'est pas engagé. On est dans une nécessité de l'engagement et j'y suis favorable. J'ai le souvenir des intellectuels organiques qui ne s'engageaient pas pour des valeurs et des causes mais pour des partis. Je n'aime pas non plus les poses, l'indignation continue. Il est très facile d'adopter cette posture devant des étudiants. La position « Onfray » est une caricature : je suis dans les médias, je dénonce et cette dénonciation me fait vivre. Michel Foucault nous l'avait suggéré, il faut s'engager pour des causes sur lesquelles on est compétent. Je trouve insupportable le modèle sartrien de l'engagement, cette position vous apporte des bénéfices sociaux considérables. L'image de l'intellectuel à la française me met mal à l'aise. L'intellectuel spécifique me paraît quant à lui acceptable.

//////////